

Déclaration de la FNEC-FP **FO** au CDEN du 2 juillet 2020

Mesdames, messieurs les membres du CDEN,

Les avis des personnels et de leurs représentants ne compteraient-ils pas ? En effet, les décisions ineptes et contradictoires continuent d'être prises.

Ainsi, le Président de la République a annoncé que tous les enfants retourneront à l'école. Cela a abouti à une nouvelle réorganisation, un nouveau protocole (le troisième en un mois) et un nouveau branle-bas de combat pour 8 jours de classe avec le retour de presque tous les élèves à prévoir en deux jours avec de nouvelles règles quasiment inapplicables.

Bien entendu, le ministère s'obstine à ne toujours rien prévoir pour le dépistage systématique tant pour les personnels que pour les élèves et pour lequel s'est prononcé le CHSCT M.

Par ailleurs, la Mayenne est le département de la Région dans lequel le virus circule le plus. En témoignent les différents clusters, et les écoles pour lesquelles des cas avérés de COVID 19 (Renazé, La Senelle à Laval). A noter plus de 80 contaminations en 4 jours pour notre département.

Enfin, la FNEC-FP FO tient à dénoncer ici, la campagne médiatique d'enseignant bashing visant à faire passer toute une profession, qui a largement donné dans les dernières semaines, pour des « tire-au-flanc ». En ne répondant pas à cette campagne odieuse, le ministre contribue à préparer l'opinion à la remise en cause des fondements de l'Ecole Publique Républicaine. Loin de mettre fin au profbashing, l'Education nationale vient de franchir un cran supplémentaire dans le mépris des personnels. Au moment où, à la demande de moyens supplémentaires pour faire face aux difficultés de la rentrée, le ministre répond en poursuivant les suppressions de postes, au moment où les personnels réclament des augmentations de salaire, la réponse de plusieurs rectorats, c'est de décerner des « badges » pour attester des compétences des enseignants pour « *l'Ecole de demain* » telle que la conçoit le ministre Blanquer. Ce n'est évidemment pas la réponse attendue aux revendications des personnels ! Le ministre de l'éducation nationale aurait-il oublié que personnels de santé ont jeté les médailles que son homologue de la santé leur avait décernées ?

Le ministère vient de confirmer lors d'un groupe de travail, que la réforme des rythmes scolaires, les PEDT et les 2S2C poursuivaient tous le même objectif, qui était de « rapprocher ces deux mondes » (d'un côté l'école publique et de l'autre les collectivités locales et les associations)

Le ministère continue de refuser d'indiquer si les 2S2C seront reconduits à la rentrée restant à nouveau dans le flou, mais confirmant nos craintes de voir ce dispositif d'éclatement de l'école publique pérennisé.

Par ailleurs, le ministère a confirmé que le financement de ces dispositifs était bien pris sur le BOP 230 mais qu'une enveloppe de 70 millions d'€ avait été débloquée pour les 2S2C.

Les élus savent bien que ce dispositif, énième du genre depuis 30 ans, et tous gouvernements confondus, consiste en fait à amorcer la pompe en faisant miroiter des subventions aux collectivités locales pour les inciter à poursuivre ensuite sur leurs propres deniers !

L'objectif est donc bien, comme dans d'autres domaines, le transfert de responsabilités qui incombent à l'Etat aux collectivités locales.

La FNEC FP FO ne saurait accepter que la crise sanitaire soit utilisée pour territorialiser l'école, et affaiblir les droits individuels et collectifs ! Quelques exemples :

- Projet de loi sur la direction d'école qui accentuerait le rapport subordonné aux collectivités et renforçant l'autonomie des établissements
- Dispositifs 2S2C
- Fermetures de classes et de postes,
- Travail à distance,
- Vacances apprenantes,
- Transfert des compétences de l'État vers les collectivités territoriales,
- Commissions administratives paritaires vidées de leur contenu,
- Dépeçage de la médecine de prévention
- Remise en selle de la réforme des retraites ...

Notre organisation départementale revendique :

- L'augmentation des salaires par l'augmentation de la valeur du point d'indice
- L'arrêt effectif des suppressions de postes et la création des postes nécessaires
- L'abandon de la proposition de loi sur la direction d'école, et du dispositif 2S2C
- la création d'un vrai statut avec un vrai salaire pour les AESH
- L'abrogation de la réforme du baccalauréat et du lycée, des E3C, de Parcoursup'
- Une politique de tests généralisés pour les personnels et les élèves
- Le respect de la législation pour les équipements de protection individuelle

Comme elle était aux côtés des personnels hospitaliers mardi 16 juin, qui dénoncent le « SEGUR » de la santé qui ne répond en rien à leurs revendications, la FNEC-FP FO 53 appelle les personnels à se réunir, à se rassembler, pour se préparer à la nécessaire résistance face aux politiques de casse de notre école publique.